DIAL 3553

BOLIVIE - La défaite du racisme. La naissance d'un nouveau cycle politique

Raúl Zibechi

mercredi 25 novembre 2020, mis en ligne par Dial

Les élections générales du 18 octobre ont vu la victoire au premier tour du candidat du Mouvement vers le socialisme (MAS), Luis Arce, avec 55,11% des voix, contre 28,83% pour Carlos Mesa et 14% pour Luis Fernando Camacho. Cet article de Raúl Zibechi, publié dans l'hebdomadaire uruguayen Brecha le 23 octobre 2020, propose une analyse de cette victoire et des facteurs qui l'ont rendu possible. La traduction française a été publiée sur le site suisse À l'encontre le 3 novembre.

Dans ses premières déclarations, le président élu, Luis Arce Catacora, a esquissé des voies et des manières différentes de celles pratiquées par Evo Morales pendant ses 14 années au gouvernement : « Nous allons construire un gouvernement d'unité nationale, nous allons travailler et nous allons reprendre le processus de changement, sans haine, en apprenant et en surmontant les erreurs commises en tant que Mouvement vers le socialisme [MAS]. »

Ces déclarations incarnent ce que ressent une partie des 52% d'électeurs qui ont voté pour la candidature Luis Arce – David Choquehuanca le dimanche 18 octobre. Si ce sentiment prévaut, il est possible que la Bolivie prenne désormais une direction différente de celle qui prédominait sous les gouvernements d'Evo Morales — Alvaro García Linera, et tout particulièrement pendant l'année où Jeanine Áñez a gouverné.

C'est que, au sein du MAS, quelque chose d'important semble avoir changé, notamment parmi les dirigeants qui sont restés dans le pays pendant une année pleine d'incertitudes, confrontés à la haine raciste affichée par le gouvernement putschiste. Un changement qui se reflète dans les paroles prononcées lundi 19 par la présidente du Sénat, Eva Copa, membre du MAS, à propos du retour annoncé de Morales : « Nous ne pensons pas que le moment soit venu, il a encore des problèmes à résoudre. Et nous, avec Luis Arce à la présidence et en tant qu'Assemblée [parlement], nous avons bien des tâches à réaliser. »

Un résultat transparent

On peut analyser dans une double perspective les raisons qui ont permis au MAS, sans Evo Morales comme candidat, de gagner sept points de plus qu'il y a un an. D'une part, lorsqu'il s'agit d'étudier les résultats, presque tous les analystes placent en premier lieu la gestion du gouvernement Jeanine Áñez, et en particulier celle du ministre de gouvernement, Arturo Murillo [1].

« Áñez a été la grande directrice de campagne du MAS », a déclaré lundi Roger Cortez à la radio Erbol. Le politologue et professeur de l'Université Mayor de San Andrés [2] a précisé que « des médailles spéciales devraient être remises au ministre de gouvernement [Murillo] et à celui de la défense [Luis Fernando López Julio] ». Le cas de Murillo illustre les pires caractéristiques d'un gouvernement de transition qui voulait rester au pouvoir le plus longtemps possible. Le rejet de Murillo est venu non seulement d'une

partie importante de la population, mais aussi de plusieurs ministres qui ont démissionné de leurs postes parce qu'ils n'étaient pas d'accord avec ses déclarations. En effet, il avait l'habitude de lancer des menaces et des enquêtes contre des opposants, des journalistes et même des membres du cabinet qui osaient le contredire. Le racisme et les positions d'extrême droite ont même éloigné du gouvernement une partie des classes moyennes qui s'étaient prononcées contre Morales en octobre 2019.

Le MAS a gagné dans les cinq départements à majorité indienne : dans le département de La Paz, il a obtenu plus de 68% des voix et dans celui d'Oruro, 62 % ; dans le département de Cochabamba, le pourcentage a dépassé les 65% ; dans celui de Potosi, il a atteint 57% et dans celui de Chuquisaca, 49%. Dans le Pando, le MAS a gagné aussi avec 45% des voix. Carlos Mesa, sans beaucoup de personnalité et bien ancré à droite, s'est imposé dans le département de Tarija avec près de dix points d'avance, mais à Beni l'écart était plus serré.

La polarisation territoriale est évidente, tout comme la croissance d'une nouvelle droite radicale. Rappelons que, lors des élections de 2014, le MAS avait obtenu 49% des voix à Santa Cruz, contre seulement 35% le 18 octobre, à contre-courant de sa progression dans le reste du pays par rapport à 2019. Dans ce département, l'extrémiste de droite Luis Fernando Camacho a remporté la victoire avec 45% des suffrages.

Pour Roger Cortez, la victoire du MAS peut s'expliquer par la présence d'un électorat conservateur, non pas au sens idéologique du terme, mais en raison de son adhésion au pragmatisme. Il considère qu'une bonne partie des électeurs a choisi Arce « en raison de la situation que traverse le pays car, bien qu'ils soient conscients des méfaits du gouvernement du MAS, ils connaissent et se souviennent également des résultats obtenus en termes de lutte contre la pauvreté et en faveur de plus d'égalité ». En bref, ils ont voté pour ce qu'ils connaissaient déjà, puisque « Arce a de meilleures possibilités que ses adversaires de bien faire les choses ».

Cependant, l'analyste n'est pas du tout optimiste quant à l'avenir immédiat. Cortez soutient que le MAS aura des ennemis plus puissants que ceux qu'il a eu à affronter lors des élections : le coronavirus et l'imminence d'une deuxième vague, ainsi qu'une économie dont les revenus sont en berne du fait de la baisse des exportations de gaz et d'investissements pétroliers qui, compte tenu du contexte international actuel, auront du mal à reprendre.

Le facteur Choquehuanca

Le vice-président élu a eu déjà une longue carrière politique. Pendant le gouvernement Morales, il était ministre des affaires étrangères (2006-2017), jusqu'à ce que le jésuite Xavier Albó ait eu l'idée de le proposer comme candidat possible à la présidence du MAS, étant donné qu'Evo ne pouvait plus l'être, au vu des résultats du référendum de 2016 [3]. Il est depuis longtemps en désaccord avec l'ancien vice-président Álvaro García Linera (qui l'appelait « pachamámico » en raison de son soutien à la spiritualité ancestrale [4] et Evo l'a accepté à contrecœur comme vice-président pour ces élections, sous la pression de la base et des mouvements sociaux, qui se sont mobilisés pour défendre sa candidature [5].

Pour certains, la présence de son nom sur le bulletin de vote a été la clé de la victoire confortable du dimanche 18 octobre. Pablo Solón, ancien ambassadeur à l'ONU du gouvernement Morales (2009-2011), l'a écrit clairement au lendemain des élections : « Le MAS n'a pas gagné grâce à Evo, mais malgré Evo. Evo voulait marginaliser David Choquehuanca, qui est le candidat choisi par les organisations sociales, en particulier les Indiens des hauts plateaux et des vallées. La victoire du MAS a été écrasante dans les zones rurales de ces régions, en grande partie grâce à la candidature de David. »

Dans ces régions, le MAS a retrouvé le haut niveau de soutien électoral atteint par le passé, soutien qui s'était beaucoup affaibli lors des élections d'octobre 2019. Ce dimanche, à Oruro, Potosí et La Paz, le vote pour le MAS a augmenté entre 15 et 18 % en un an seulement. Le gouvernement désastreux d'Áñez et Murillo ne semble pas suffire à expliquer ce rebond.

Pablo Solón rappelle dans son blog que lors du congrès du MAS de cette année, « les organisations sociales indiennes des hauts plateaux et des vallées ont défendu une décision démocratique venant de la base, position qu'ils ont réussi à imposer à moitié, car leur position initiale était "David président" ». La conclusion de l'ex-diplomate est lapidaire : les résultats de ces dernières élections montrent que le MAS aurait pu éviter bien des contretemps en 2019 s'il avait cessé d'insister sur la réélection de Morales, prenant le contre-pied d'un référendum et de la Constitution elle-même.

Il est certain que le cas Choquehuanca n'est pas une question d'affinités personnelles, mais plutôt un acteur surgi des relations entre la direction du MAS (Morales et García Linera) et les organisations sociales. Au cours des premiers mois, il n'y aura probablement pas de nouvelles scènes d'intimidation et de cooptation des mouvements, telles qu'on les a vues sous les précédents gouvernements du MAS. Mais il est fort probable que les luttes internes chercheront à isoler le nouveau vice-président, en comptant sur la neutralité du nouveau président.

« Arce est décidé à montrer un autre visage », a expliqué Roger Cortez, « mais la situation interne du MAS est compliquée. » L'analyste a même prédit que l'actuel président pourrait ne pas terminer son mandat de cinq ans, non seulement à cause des problèmes internes du parti au pouvoir mais aussi à cause d'une crise économique qui ne lui laissera pas de répit.

Mouvements et processus de changement

Le directeur du journal indianiste *Pukara* [6], Pedro Portugal, a déclaré mardi que « lorsqu'Evo Morales a démissionné, après l'échec des élections de 2019, il est apparu que des secteurs populaires et des Indiens étaient contre l'ancien président ou indifférents à son sort » (*Página Siete*, 20 octobre 2020).

Pukara rassemble une bonne partie des intellectuels aymara en lutte ouverte contre García Linera pour définir le récit historico-politique du processus politique bolivien (l'ancien vice-président représente pour sa part ce que les indianistes dénoncent comme « l'entournage "blanchoïde" » de Morales). Selon son directeur, Choquehuanca était à l'aise lorsqu'il faisait campagne dans le monde andin. Il raconte aussi qu'en tant que ministre des affaires étrangères, il a été victime de discrimination et exclu [7] d'un gouvernement dans lequel il était considéré comme un simple « représentant indien ». Le conflit qu'il a eu avec Linera, et indirectement avec Evo Morales lui-même, l'aurait aidé à s'entendre avec les secteurs indiens qui commençaient à avoir une attitude critique envers le MAS, considère Pedro Portugal.

La preuve en est les entretiens que David Choquehuanca a eus pendant la campagne électorale avec Felipe Quispe [8], le *Mallku*, leader aymara historique des hauts plateaux qui a été à la tête de plusieurs blocages de routes en protestation contre le report constant des élections par le régime [9]. Quelques jours avant les élections, Felipe Quispe a déclaré qu'il voterait pour le MAS pour soutenir David Choquehuanca : « Dans ces élections, nous devons voter pour nos propres frères qui sont candidats, [comme c'est] le cas de notre frère David Choquehuanca. » (Eju.tv, 15 octobre 2020).

Felipe Quispe s'est confronté durement à Evo Morales pendant le cycle de mobilisations de 2000-2005, qui s'est conclu par l'arrivée du MAS au gouvernement. Lorsque son fils Ayar a été assassiné en mai 2015 sur une place d'El Alto, il est même allé jusqu'à accuser de manière indirecte son ancien compagnon de guérilla, García Linera, alors vice-président, d'avoir été l'inspirateur du crime (*Correo del Sur*, 3 juin 2015).

Ce qui est sûr, c'est que les vents ne sont pas favorables aux cadres du gouvernement d'Evo. Les jeunesses du MAS se sont prononcées contre le retour immédiat de l'ancien président, mobilisant la figure andine de la rotation : « Nous, issus des 20 provinces, avons proposé que le frère président Evo Morales ne revienne pas parce qu'il a déjà travaillé. » (Radio Fides, 19 octobre 2020)

Les bases des mouvements sociaux semblent au clair sur le fait qu'il ne faut pas répéter le scénario précédent, notamment dans les relations avec le gouvernement. L'ancien dirigeant syndical Oscar Olivera [10], acteur clé de la guerre de l'eau – qui a initié en avril 2000 le cycle de mobilisations anti-

néolibérales – a déclaré à *Brecha* que « les gens croisent en la possibilité de poursuivre le processus de changement » et exprimé son soutien à David Choquehuanca.

Pablo Solón est du même avis : « La clé de la relance du processus de changement ne réside pas tant dans le futur gouvernement que dans la capacité d'autogestion et d'autonomie des organisations sociales et de leur capacité à reprendre l'initiative de propositions alternatives à tous les niveaux. » Il estime en outre que les revendications de 2003, articulées autour de l'Agenda d'octobre qui a inspiré le premier gouvernement d'Evo, sont épuisées et qu'une nouvelle stratégie est nécessaire.

Il reste un élément majeur à prendre en compte dans la nouvelle période : la répétition presque inévitable du processus de remise de prébendes et de pots-de-vin aux dirigeants, une histoire qui dure depuis la révolution de 1952, alimentant un lien de corruption qui constitue désormais une culture politique et une pratique bien installées. Cette situation est aggravée par l'émergence, sous les gouvernements du MAS, de ce que Pablo Solón appelle la « nouvelle bourgeoisie », une classe sociale « associée à la bureaucratie d'État, aux contrats avec l'État, au commerce, à la contrebande, aux coopératives minières et à la production de feuille de coca liée au trafic de drogue ».

Il pense que ces nouvelles élites continueront à avoir une influence sur le gouvernement et le parti. « Le futur gouvernement du MAS est déjà un espace en dispute. » Mais la parole appartient aussi maintenant à nouveau aux bases sociales rurales et urbaines qui ont porté Morales au pouvoir, qui l'ont laissé chuter ensuite, en ne se mobilisant pas pour le défendre, qui ont lutté par la suite et se sont sacrifiées contre la droite raciste jusqu'à la faire plier. Ils accumulent une longue expérience et une grande sagesse et ils les mettront en œuvre dans les mois à venir.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3553.
– Traduction Ruben Navarro et rédaction À l'encontre. Traduction modifiée par Dial.
– Source (français) : À l'encontre, 3 novembre 2020.
– Texte original (espagnol) : hebdomadaire Brecha, 23 octobre 2020.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, les traducteurs, la source française originale (À l'encontre - https://alencontre.org) et l'une des adresses internet de l'article.

Notes

[1] Il a été interpellé, en 2020, pour être soupçonné d'avoir encouragé une intervention militaire contre la population de Senkata, au sud d'El Alto et celle de Sacaba, dans le département de Cochabamba – note À l'encontre.

[2] Principale université publique, sise à La Paz – note À l'encontre.

[3] Les Boliviens s'étaient prononcés contre la possibilité d'une candidature d'Evo Morales à un troisième mandat – NdT.

[4] La Pachamama, c'est la Terre-Mère – note DIAL.

[5] Voir Fabián Kovacic, « La última palabra », *Brecha*, 24 janvier 2020, https://brecha.com.uy/la-ultima-palabra-3/.

[6] « Forteresse » en aymara – NdT.

[7] Le 23 janvier 2017 – NdT.

[8] Voir DIAL 3175 - « BOLIVIE - Felipe Quispe. Le dernier *Mallku* » – note DIAL.

[9] Voir Karen Gil, « En suspenso », *Brecha*, 28 août 2020.

[10] De la Federación de Trabajadores Fabriles de Cochabamba – NdT.